

S. F. I. O. ET S. F. I. C. : LA VOIE DU DÉBOUCHÉ ²⁷³*Tendances concrètes du développement de la social-démocratie.*

Le parti socialiste, en France, écrivions-nous dans un article précédent, se développe dans une direction inverse de celle de l'Etat : tandis qu'au parlementarisme se substitue le bonapartisme, étape d'instabilité sur la voie du fascisme, la social-démocratie va au contraire vers un conflit mortel avec le fascisme. Est-il cependant possible de donner à cette analyse, actuellement d'une énorme importance pour la politique française, une signification absolue et, partant, *internationale* ?

Non, la vérité est toujours concrète. Quand nous parlons des sens divergents du développement de la social-démocratie et de l'Etat bourgeois, dans les conditions de la crise sociale actuelle, nous n'avons en vue que la tendance générale du développement, et non une sorte de processus uniforme et automatique. Pour nous, la solution du problème politique dépend du degré de réalisation effective de la tendance elle-même. Il est également possible d'avancer le théorème inverse qui, il faut l'espérer, ne soulèvera pas parmi nous d'objection, à savoir : la destinée du prolétariat dépend dans une large mesure, à notre époque, de la résolution avec laquelle la social-démocratie réussira, dans le bref délai qui lui est imparti, à rompre avec l'Etat bourgeois, à opérer une mutation et à se préparer à la lutte contre le fascisme. Le fait même que la destinée du prolétariat puisse ainsi dépendre de celle de la social-démocratie est la conséquence de la faillite de l'Internationale communiste

²⁷³ *La Vérité* n° 220, numéro spécial de septembre 1934, signé « Le C. C. », accompagnant la déclaration de la Conférence nationale de la Ligue communiste du 21 août 1934 : « Pourquoi nous adhérons à la S. F. I. O. »

D 6

LETTRE A MAURICE. DOMMANGET ²⁸⁴

10 août 1934

Le 10 août 1934.

Cher camarade,

Je vais essayer de résumer dans cette lettre l'entretien que nous avons eu il y a quelques jours sur les questions concernant les instituteurs français en général et la fédération unitaire en particulier ²⁸⁵.

Je ne peux pas ne pas répéter que Monmousseau, cet équilibriste sans foi ni loi, nous a tendu un piège sur la question de la fusion des deux fédérations, en sacrifiant les intérêts corporatifs et révolutionnaires aux considérations de prestige et de « fro-

²⁸⁴ *Fonds Dommanget*. La lettre, pour des raisons de sécurité, n'était pas signée. Elle était expédiée par un instituteur dont la fille servit quelque temps de secrétaire bénévole à l'exilé. D'où le tutoiement, inhabituel entre militants russes, mais de règle dans le mouvement révolutionnaire français. D'où le « nous » employé pour désigner les enseignants en général.

²⁸⁵ Allusion à l'entrevue du 8 août 1934 entre Trotsky et les trois dirigeants de la fédération unitaire, Dommanget, Aulas, Serret. Cette entrevue fut tenue secrète à l'époque. Elle ne devait être révélée qu'en 1951 par des extraits des souvenirs de Natalia Sedova publiés par Victor Serge dans *Vie et mort de Trotsky* (p. 234). La mémoire de la veuve de Trotsky la trahissait : elle situe l'entrevue à Domène, chez l'instituteur Beau, alors qu'elle eut lieu à Noyarey, chez un collègue de Beau, militant de la fédération, à la suite du congrès de Montpellier et non « pendant le congrès de Grenoble », comme elle l'écrit. C'est pour des raisons de sécurité que Beau avait conduit son hôte à Noyarey : les familles des deux militants instituteurs, les compagnes des trois dirigeants, ainsi que deux collègues, l'un de la Creuse, l'autre de l'Ardèche, qui leur avaient servi de chauffeurs, participèrent à la discussion. Or il ne fallait pas attirer l'attention à Domène. Trotsky connaissait déjà Aulas, chez qui il s'était rendu, à Saint-Boil (Saône-et-Loire), en compagnie de Raymond Molinier lorsqu'il cherchait un refuge après les incidents de Barbizon : il avait eu avec lui, en voiture, une longue discussion dans une clairière du « Bois de Bourges », dans le voisinage de Saint-Boil (lettre de Jean Aulas, 29 juin 1965).

mage » des bureaucrates dirigeant la C. G. T. U.²⁸⁶ Leur tournant n'a rien de commun avec l'honnête acceptation du Front unique révolutionnaire. Autant qu'il est possible de discerner dans leur jeu obscur, ils cachent deux manœuvres enchevêtrées, l'une plus large, qui correspond aux visées de la diplomatie soviétique, l'autre plus étroite et subordonnée, qui doit « donner satisfaction » aux aventuriers banqueroutiers du Comintern. La doctrine quasi-officielle de la bureaucratie dirigeante de l'U. R. S. S. cherche à expliquer la défaillance, incontestable pour eux aussi, du Comintern, par les qualités conservatrices du prolétariat occidental : si les réformistes affirmaient que le bolchevisme n'était pas bon pour l'Europe, les banqueroutiers du Comintern, eux, déclarent maintenant que le prolétariat européen n'est pas assez bon pour le bolchevisme. Dans cette question comme dans beaucoup d'autres, [*trois mots illisibles*] communisme occidental ne représentent que les deux faces d'une même médaille.

En transformant ainsi la faillite du Comintern en faillite du prolétariat occidental, les bureaucrates dirigeants en tirent les conséquences : « Pour la sécurité de l'U. R. S. S., nous devons chercher d'autres aides. Puisque le prolétariat conservateur est attaché à la démocratie, il ne reste plus qu'à s'attacher à celle-ci, à la soutenir, à la conserver. » Nous autres, révolutionnaires, nous déclarons : « Dans la mesure où les ouvriers gardent leur confiance à la démocratie, nous sommes prêts à défendre celle-ci avec eux contre le danger fasciste ; mais nous ne pourrions jamais renoncer à la critique des illusions démocratiques. » Les staliniens renoncent facilement au droit de critique, tant qu'il s'agit maintenant pour eux (pour la bureaucratie soviétique), non de mener le prolétariat par l'étape démocratique vers la conquête du pouvoir, mais de s'assurer un appui démocratique international comme le seul but réalisable. La « démocratie » française, c'est le parti radical, qui ne peut gouverner sans l'appui du P. S., mais ce parti, à son tour, ne peut donner son appui au gouvernement radical qu'à la condition que les communistes lui « fichent la paix ». Les desseins suprêmes de la bureaucratie soviétique sont de rétablir le régime

²⁸⁶ Le syndicat des instituteurs (S.N.) avait proposé à la fédération unitaire la fusion immédiate. Le congrès de Montpellier de la fédération, par 390 voix contre 37 et 3 abstentions, s'était prononcé également pour la fusion, mais à condition qu'elle ait lieu sur la base de l'indépendance du syndicalisme, de la liberté d'expression, de la reconnaissance et de la représentation des minorités, de la reconnaissance enfin de la lutte des classes. Il avait ainsi rejeté les propositions de fusion immédiate, qui n'avaient recueilli que 37 voix. Monmousseau, qui représentait la direction de la C. G. T. U. au congrès, s'était rangé du côté des dirigeants enseignants alors que la circonspection de ces derniers à l'égard des embrassades « unitaires » s'expliquait surtout par le « tournant » du P. C. et ses ouvertures aux catholiques.

d'Herriot, « l'ami de l'U. R. S. S. », avec l'aide de Léon Blum, affranchi, par le soi-disant Front unique, de la critique de Thorez. Tel est le ressort principal du grand tournant commandé par télégraphe.

Pour calmer l'aile gauche du Comintern, les gens à la Bela Kun, on dit : « Tout cela n'est qu'une machination, ferme ta gueule et attends, le moment propice viendra où nous briserons brutalement le Front unique en prenant les chefs socialistes, endormis, à l'improviste, et en emmenant leurs ouvriers avec nous. »

Telles sont les deux manœuvres enchevêtrées : c'est la première qui est, pour le moment, effective. Mais si la perspective démocratique ne se réalise pas, les gros bureaucrates peuvent bien retirer leur épingle du jeu en laissant les pires aventuriers à la Bela Kun utiliser à leur manière le Front unique.

Quelle est la place de Monmousseau dans ce double et peut-être triple jeu ? Je n'en sais rien, et Monmousseau lui-même n'en sait pas plus que moi. Il est tout de même assez versé dans les coulisses stalinienne pour ne pas avoir peur que l'échafaudage délicat du tournant ne s'écroule sur sa propre tête. C'est pourquoi il voudrait bien, en accomplissant l'ordre reçu, faire traîner les choses, s'esquiver, freiner. C'est ainsi qu'il a su imposer au congrès de Montpellier une décision évasive et dangereuse en esquivant la fusion immédiate des deux fédérations ; ajourner la décision jusqu'en janvier 1935, c'est se moquer du monde et de soi-même, étant donné que les prochains mois devront apporter des décisions autrement graves²⁸⁷.

Il faut bien nous entendre : le danger du fascisme n'est pas une formule d'agitation, c'est une réalité sinistre qui peut s'affirmer à bref délai. L'affirmation du *Popu* et de *l'Huma* : « le Front unique a fait déjà reculer les fascistes », n'est que bravade naïve ou charlatanesque.

La montée du fascisme, comme tout processus historique de ce genre, s'effectue par bonds sinueux et spasmodiques. Nous sommes entre deux spasmes, voilà la vraie clef de la situation.

²⁸⁷ Après l'envoi au congrès du S. N. à Nice d'une délégation conduite par Jean Aulas, le congrès de Montpellier avait voté la motion : « Le congrès (...) accepte la fusion immédiate de la fédération de l'enseignement et du syndicat national au lendemain du C. C. N. de la C. G. T. qui doit se tenir le 5 octobre si le C. C. N. accepte l'organisation en commun d'une conférence de fusion. Le congrès fédéral de fusion des forces de l'enseignement *pourrait avoir lieu à Noël 1934*, les garanties incluses dans la motion de Montpellier étant acceptées. » Bouët avait fait adopter l'additif : « (...) et invite le S. N. à manifester sans plus tarder sa volonté d'unité en acceptant la fusion avec la fédération de l'enseignement contre les décrets-lois, le fascisme et la guerre » (Renseignements tirés du manuscrit encore inédit de Gilbert Serret sur l'histoire de la fédération unitaire du congrès de Marseille (1930) au congrès de fusion (1935), obligeamment communiqué par France Serret.)

Ce n'est pas Monmousseau qui pourra ajourner le second bond jusqu'après le 1^{er} janvier 1935.

La victoire du fascisme signifierait en premier lieu l'écrasement du corps enseignant révolutionnaire. Avant même d'aborder les organisations ouvrières, la réaction fasciste devra passer sur le crâne des fonctionnaires et des instituteurs récalcitrants. Des bavards disent : « Le danger est loin d'être imminent, la France n'est pas l'Allemagne, le tempérament français ne se prête pas au fascisme. » Ce n'est pas à nous de prendre au sérieux ces balivernes. Le fascisme n'est pas le produit du tempérament national, mais le produit de la lutte sociale, il devient une nécessité inéluctable pour le capitalisme français aux abois. Et dans la mesure où le tempérament national s'y opposerait, le régime fasciste exigera en France deux ou dix fois plus de victimes qu'ailleurs. Ce n'est pas par hasard que la répression à toutes les étapes de l'histoire de la France fut des plus sanglantes.

Notre fédération unitaire, avec ses trois mille membres, serait la première bouchée de la réaction triomphante. Même l'auto-défense physique nous oblige à sortir de notre isolement et à fusionner avec le syndicat national. Chaque journée perdue est une perte irremplaçable. Je sais bien, nous sommes en vacances, et beaucoup d'entre nous en jouissent avec béatitude. Quand on regarde autour de soi, on a presque l'impression physique de voir des paysans inconscients du danger qui labourent les pentes du Vésuve à quelques instants de l'éruption qui dévastera leur fortune, leur travail et les emportera eux-mêmes.

Il faut coûte que coûte trouver la possibilité de revenir sur la décision dangereuse du congrès de Montpellier, imposée par la C. G. T. U. Nous sommes en temps de guerre, et les formalités, même les plus respectables, doivent reculer devant les nécessités impérieuses. Je suis sûr de mon côté qu'une initiative audacieuse venant de la direction fédérale, qui a la pleine confiance des militants, serait soutenue par l'écrasante majorité de la fédération. Et la fusion des deux fédérations — ici je suis d'accord avec Delmas²⁸⁸ — donnerait une poussée vigoureuse à l'unification du mouvement syndical tout entier en brisant la mauvaise volonté des Jouhaux et des Monmousseau.

²⁸⁸ Delmas était le secrétaire général du S.N., affilié à la C. G. T., et partisan convaincu de la réunification. Son rôle allait être important dans la constitution du Front populaire. Au congrès de Montpellier de la fédération unitaire, la position pour une fusion immédiate avec le S.N. avait été défendue par Joseph Rollo, qui allait, quelques mois après, rallier le S.N. avec son syndicat départemental. C'est entre autres pourquoi les dirigeants de la fédération unitaire de l'enseignement ne pouvaient envisager, et n'envisagèrent pas, de revenir sur la décision du congrès de Montpellier, dont Trotsky ne les avait d'ailleurs pas convaincus qu'elle était dangereuse.

Nous ne pouvons naturellement fusionner avec les Confédérés que pour la mobilisation révolutionnaire du corps enseignant. C'est pourquoi nous devons élaborer un programme d'action adapté à la situation, précis, vigoureux. Voyez Paul Faure, le chef de la S.F.I.O., il développe devant les revolvers, les matraques, les mitrailleuses du fascisme, la thèse bouddhiste et tolstoïenne de ne pas s'opposer au mal par la violence. La tâche reste pour lui de gagner la confiance de la majorité (51 %) pour réaliser l'idéal socialiste. Mais les social-démocrates autrichiens furent égoïstes à leur 44 %. Il est bien douteux que Paul Faure réussisse à battre ce record. Même si l'on reste totalement et exclusivement sur la base démocratique de la conquête du pouvoir par 51 % des suffrages, on est obligé de s'assurer cette possibilité par la défense armée contre les bandes fascistes, comme les ouvriers sont obligés de défendre leur grève la plus modeste par des piquets. La bourgeoisie dit hypocritement : « La sécurité nationale exige l'armement national. » Nous pouvons dire en toute sécurité : « La sécurité de l'ascension démocratique du prolétariat exige impérieusement l'armement des ouvriers, et en premier lieu la création de *milices ouvrières*. »

Mais voici que les Thorez, les Cachin, les Monmousseau accourent à l'aide des thèses tolstoïennes de Paul Faure : il paraît qu'il n'y a que les « provocateurs trotskystes » qui veulent opposer aux armes de la réaction les armes du prolétariat. Quelles arguties honteuses et imbéciles ! Elles sortent de la bouche des mêmes gens qui hier encore peuplaient toute la France (au moins la France de *l'Humanité*) de barricades et de batailles révolutionnaires. C'est dans cette question que le tournant démontre le plus clairement la dépendance servile des bureaucrates du P. C. et de la C. G. T. U. à l'égard de la diplomatie soviétique. Les Thorez veulent remplacer les milices armées par « l'auto-défense du prolétariat dans son ensemble ». Tu parles ! Et que devient dans cette histoire le rôle de l'*avant-garde* du prolétariat ? Les milices sans l'appui de la majorité de la classe, ce n'est rien, mais la classe exposée aux coups des fascistes sans la milice, c'est peu de chose ; la milice, c'est l'armée active, la classe, c'est la grande réserve. Cet ABC du marxisme est abandonné, piétiné, souillé, sous le nom de « blanquisme ». L'auto-défense des instituteurs — c'est ma conviction absolue — doit en faire des propagandistes farouches et des organisateurs infatigables de la *milice ouvrière et paysanne*. Le but de cette milice, la *défense* des organisations, des réunions, de la presse, des masses exploitées, de leurs droits démocratiques et acquisitions sociales²⁸⁹.

Ce que je dis dans cette lettre est tout à fait insuffisant. J'espère que c'est là le commencement d'un échange de vues sur les ques-

²⁸⁹ Voir le document D 8 : « Objections et réponses : la milice du peuple. »

tions brûlantes qui concernent directement notre fédération, mais qui la dépassent de beaucoup. Je voudrais bien avoir ton opinion comme celle d'autres camarades, je serai prêt à mon tour à donner la réplique²⁹⁰. Il ne faut pas que les vacances nous endorment. Le sénateur Gautherot, de la Loire-Inférieure, de même que Fougères, député de l'Indre, ont déjà déposé des interpellations concernant les instituteurs. La réaction ne perd pas son temps, ne perdons pas le nôtre.

Fraternellement à toi.

²⁹⁰ Il n'y eut pas de réponse à cette lettre, qui ne fut donc pas le début de l'échange de vues espéré, mais consacra, au contraire, la rupture. Malgré leur sympathie pour le militant proscrit et les idées qu'il représentait, les dirigeants de la fédération n'avaient été d'accord avec aucune de ses propositions, pas plus sur l'« unité » que sur leur entrée personnelle à la S. F. I. O. Sa déception avait d'ailleurs été perçue par ses interlocuteurs, au témoignage de France Serret. Ils conclurent de ses suggestions — et notamment de cette lettre qui leur demandait de remettre en question une position qu'ils venaient de défendre et de faire adopter — que Trotsky était très mal informé des problèmes syndicaux par ses camarades. Trotsky, de son côté, pensa qu'ils cherchaient des « prétextes » pour se « dérober » ; il devait plus tard l'écrire brutalement, notamment à Victor Serge (D 17).